

# L'Afrique paie déjà le prix du conflit en Ukraine

Le choc inflationniste fragilise la sécurité alimentaire du continent et fait craindre des troubles sociaux

En Egypte, le prix du pain non subventionné a augmenté de 25 %, voire de 50 %, dans certaines boulangeries depuis la fin de février. Au Mali, le coût de l'huile de cuisson monte en flèche. En Afrique du Sud, le gouvernement réfléchit à instaurer un plafonnement des tarifs de l'essence et à rationner la quantité de carburant vendue aux automobilistes.

De nombreux pays africains ont refusé de se prononcer à l'ONU sur l'invasion russe en Ukraine, signifiant que cette guerre n'était pas la leur. Pourtant, le continent en ressent déjà amèrement les effets, à travers les hausses des prix alimentaires et de l'énergie. « Et ce choc ne pouvait pas arriver à un pire moment, se désole le directeur du département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), Abebe Aemro Selassie. Deux ans de pandémie ont essoré les ménages et les budgets des Etats. Sur le continent, aujourd'hui, la résilience est très faible. »

Ainsi, « sans se trouver dans le voisinage direct du conflit, l'Afrique risque d'en subir les conséquences plus durement qu'ailleurs, car elle sort de la crise sanitaire plus fragile que d'autres régions du monde », confirme Cécile Valadier, analyste auprès de l'Agence française de développement (AFD).

## Des pénuries récurrentes

La principale inquiétude concerne la sécurité alimentaire du continent. La Russie et l'Ukraine sont des fournisseurs majeurs de blé et les craintes de pénurie ont fait flamber les cours depuis le début du conflit. L'Afrique du Nord est particulièrement exposée du fait de sa dépendance aux importations. En Egypte, par exemple, où le pain est une composante essentielle du régime de la population (102 millions de personnes), le pays importe plus de la moitié

du blé qu'il consomme. Environ 80 % de ces achats proviennent des deux pays belligérants. En guise de riposte, le gouvernement a interdit temporairement les exportations de blé, de farine ou de lentilles. Il réfléchit surtout à élargir son dispositif de pain subventionné auquel il consacre déjà plus de 2,5 milliards d'euros par an.

La situation est tout aussi complexe dans les autres pays de la région. En Tunisie, la marge de manœuvre est étroite pour un gouvernement qui subventionne, lui aussi, le prix de la baguette, mais doit composer avec un déficit public abyssal. Tunis assure avoir des stocks de céréales pour trois mois. Mais la population est déjà confrontée à des pénuries récurrentes de semoule ou de farine. Le contexte est d'autant plus préoccupant que les pays du Maghreb viennent de connaître une importante sécheresse qui va limiter leurs propres récoltes.

Et le reste du continent n'est pas épargné, alors que l'Afrique importe un tiers des céréales qu'elle consomme. « En tout, 27 pays dans le monde dépendent à plus de 50 % de la Russie et de l'Ukraine pour leurs besoins en blé et, dans cette liste, on trouve une quinzaine de pays africains, parmi lesquels la Somalie, Madagascar, le Bénin, le Congo, le Rwanda », énumère Sébastien Abis, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et directeur du Club Déméter, think tank spécialisé dans les enjeux agricoles mondiaux.

Or, pour de nombreux pays, la surchauffe des prix alimentaires a commencé avant la guerre en Ukraine. Les raisons en sont multiples, de l'augmentation des cours du pétrole qui renchérit les coûts du fret aux perturbations dans les échanges engendrées par la crise sanitaire. Et, dans des ré-



Une boulangerie, à Djerba, en Tunisie, le 18 mars. ZIED BEN ROMDHANE/MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

**« DEUX ANS DE PANDÉMIE DE COVID-19 ONT ESSORÉ LES MÉNAGES ET LES BUDGETS DES ÉTATS. SUR LE CONTINENT, AUJOURD'HUI, LA RÉSILIENCE EST FAIBLE »**

ABEBE AEMRO SELASSIE  
département Afrique du FMI

gions telles que l'Afrique de l'Ouest et la Corne, les mauvaises conditions climatiques et les conflits ont pesé sur les récoltes. Fin 2021, la hausse des prix alimentaires atteignait déjà 13 % au Ghana, 17 % au Nigeria et même 42 % en Ethiopie.

Le blé n'est pas seul à voir ses cours s'envoler dans le sillage du conflit. Le maïs et le sucre suivent la même tendance haussière. Les prix de l'huile de tournesol, dont l'Ukraine est le principal exportateur, ont également bondi. Ils ont entraîné dans leur sillage ceux de produits de substitution, comme l'huile de palme, très consommée en Afrique de l'Ouest. Même flambée pour les engrais azotés, prisés par le continent africain

pour les cultures de riz ou de maïs, et dont Moscou menace de suspendre les exportations.

Alors que les ménages africains peuvent consacrer aux dépenses alimentaires jusqu'à deux tiers de leurs revenus, les mises en garde se multiplient. « La guerre en Ukraine signifie la faim en Afrique », a alerté le 13 mars la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. Au Soudan, qui dépend de la Russie et de l'Ukraine pour plus d'un tiers de ses approvisionnements en blé, près de la moitié des 44 millions d'habitants souffrira de la faim cette année, selon les prédictions du Programme alimentaire mondial. Les risques sont aussi jugés très alarmants au Sahel, où sévit déjà une grave crise alimentaire.

Le choc inflationniste est nourri par les cours du brut. La guerre a propulsé le baril au-delà de la barre de 100 dollars. En Afrique, 42 des 54 pays sont importateurs nets de pétrole. En temps normal, la plupart d'entre eux ont déjà des difficultés à amortir la facture des importations pétrolières. Son renchérissement va peser sur le pouvoir d'achat des ménages et les comptes des Etats.

Une douzaine de pays exportateurs d'or noir peuvent espérer profiter de l'envolée des cours. Mais le bénéfice n'est pas tou-

jours évident, comme en témoigne la situation du Nigeria, principal producteur de pétrole du continent. Le géant d'Afrique de l'Ouest exporte son brut, mais achète à l'étranger l'essentiel de son carburant raffiné. Résultat, le prix du diesel a triplé en quelques semaines. Le reste de l'essence est subventionné, mais le système vide les caisses de l'Etat.

## Risque élevé de surendettement

Ici et là, le conflit russo-ukrainien pourrait bien produire certains effets d'aubaine. Alors que l'Europe réfléchit au moyen de diversifier ses approvisionnements en gaz, l'Algérie regarde comment supplier l'offre russe avec ses propres ressources. Des pays disposant de vastes réserves de gaz, comme le Mozambique mais aussi la Tanzanie ou le Sénégal, peuvent espérer attirer de nouveaux investissements.

Mais ses gains mettront du temps à se matérialiser. Et, dans l'intervalle, les pays manquent de solutions pour voler au secours de leurs citoyens. « Beaucoup d'Etats africains se trouvent déjà dans la catégorie jugée à risque élevé de surendettement », rappelle Cécile Valadier, de l'AFD. Or, le conflit va inévitablement durcir les conditions d'emprunt, comme l'a expérimenté le Nige-

ria, qui s'est risqué sur les marchés le 17 mars : sa levée de fonds lui a coûté nettement plus cher que la même opération menée six mois plus tôt.

« Cette nouvelle crise ne va pas forcément se lire dans les chiffres du PIB, analyse Abebe Aemro Selassie, mais dans les taux de change, les balances courantes des Etats, l'inflation. Et aussi à travers la frustration des populations. »

En 2007-2008, la flambée des prix alimentaires avait déclenché de violentes émeutes de la faim à travers le monde, notamment en Afrique. Ces dernières semaines, des manifestations contre la vie chère ont commencé à éclore dans le Maghreb, notamment au Maroc. D'autres régions du continent ont déjà connu des pics d'instabilité au cours de l'année écoulée, tels les troubles de mars 2021 au Sénégal ou la vague de pillages en juillet en Afrique du Sud.

Un peu partout, la crise due au Covid-19 a appauvri les ménages et fragilisé le tissu social. « Si, à la multiplicité des problèmes s'ajoutent des estomacs qui se creusent, le besoin de protester va être décuplé », prédit M. Abis. ■

MARIE DE VERGÈS

**Le Monde Afrique**

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

# La hausse du prix des carburants met le Nigeria au bord du black-out

Premier producteur de pétrole brut d'Afrique, le pays importe la quasi-totalité de sa consommation, faute de raffineries opérationnelles

LAGOS - correspondance

Accoudé à son 4 × 4, Stephen peste contre la chaleur et l'attente interminable pour récupérer les bidons de gazole qui serviront à alimenter le générateur de la société pour laquelle il travaille, à Lagos. Des jeunes du quartier font la queue à sa place dans une station-service toute proche. « C'est devenu beaucoup trop cher de se faire livrer par camion certains jours, alors il faut que je fasse le déplacement moi-même, avec mes jerricans », explique le chauffeur.

Le prix du gazole, qui avoisine habituellement 225 nairas le litre (50 centimes d'euro) au Nigeria, a doublé, puis triplé, jusqu'à frôler les 800 nairas (presque 1,60 euro) le 18 mars. Une conséquence de l'invasion russe en Ukraine, qui a fait s'envoler les cours du brut sur les marchés mondiaux.

« Nous avons éteint notre générateur au diesel en début de semaine, car cela nous coûtait vraiment trop

cher », se désole Henry, le comptable de Solar Kitchen, une cantine propre nichée dans une petite rue du quartier d'Ikoyi. Le point de doit l'imposante machine, installée juste à côté de la porte d'entrée : « Nous sommes passés en urgence sur un générateur à essence, moins coûteux, mais aussi moins puissant. Donc nous ne pouvons plus alimenter tous nos appareils électriques, notamment les climatiseurs et certains frigos. »

Bien qu'il soit le premier producteur de pétrole brut d'Afrique, le Nigeria doit importer la quasi-totalité de son carburant, car aucune de ses quatre raffineries n'est opérationnelle. Une situation paradoxale, qui expose le consommateur aux fluctuations du marché. Pour éviter une flambée des prix à la pompe, le gouvernement nigérian subventionne massivement l'essence (mais pas le gazole), dont le prix est fixé à 165 nairas (environ 0,35 euro). Ces aides pèsent très lourd dans le budget de l'Etat : les subventions

sur l'essence ont coûté pas moins de 27,1 milliards d'euros au cours des seize dernières années ; et la compagnie nationale pétrolière (la NNPC) n'a pas hésité à réclamer l'équivalent de 6,5 milliards d'euros pour continuer à financer cette mesure en 2022.

## Mauvaise gestion des autorités

Le Nigeria ne peut même pas compter sur l'envolée des cours du pétrole pour renflouer ses caisses, puisque la production nationale stagne autour de 1,5 million de barils par jour. « Le pays ne parvient même pas à atteindre les quotas fixés par l'OPEP [Organisation des pays exportateurs de pétrole] », déplore l'économiste Michael Famoroti, pointant l'insécurité dans le delta du Niger, les vols de pétrole le long des pipelines et le raffinage illégal qui siphonnent la production nationale. Des problèmes nourris par la mauvaise gestion des autorités.

En février, la compagnie nationale pétrolière a annoncé que

100 millions de litres d'essence frelatée avaient été importés par erreur et devaient être retirés, provoquant une grave pénurie de carburant qui a fait grimper les prix jusqu'à 1 euro le litre d'essence sur le marché parallèle. Les autorités ont également évoqué un retard des cargos transportant le pétrole raffiné à cause de la guerre en Ukraine.

« Une fois, je suis sorti à 7 heures du matin pour chercher de l'essence et je ne suis rentré qu'à 17 heures. Il y avait des files géantes devant toutes les stations-service », se remémore Henry, le comptable de Solar Kitchen, qui fait fonctionner son générateur individuel tous les jours pour pallier les délestages d'électricité. Le réseau national, vieillissant et mal entretenu, s'est effondré à deux reprises en moins de quarante-huit heures, entre le 14 et le 15 mars, plongeant l'ensemble du territoire nigérian dans le noir de longues heures durant. « Le manque d'électricité est un défi cons-

tant pour nos opérations. En plus, les coupures abiment nos machines à la longue », relève le directeur d'une usine implantée dans le quartier industriel de Sango Ota, en périphérie de Lagos. Ce jeune cadre indien, qui préfère garder l'anonymat, raconte que de nombreuses compagnies utilisant des générateurs au diesel ont dû ralentir, voire stopper, leurs opérations dernièrement. Le coût du transport de marchandises a également triplé en quelques jours, puisque les camions roulent au gazole.

Dans le quartier pauvre et densément peuplé d'Obalende, à l'autre bout de la ville, l'électricité se fait rare depuis la fin décembre 2021. Même la pompe du puits est alimentée grâce à un générateur. « Les prix de la nourriture et de l'eau ont beaucoup augmenté », confirme Rita Imohimi, qui emploie une dizaine de personnes dans son petit restaurant. « Avant, on payait les deux bidons d'eau du puits 300 nairas [60 centimes

d'euros], maintenant, c'est presque 1 000 nairas [2 euros] ! »

L'inflation générale, qui s'était tassée ces derniers mois, est retournée à la hausse, à 15,7 % au mois de février, selon le bureau national des statistiques. La crise ukrainienne, qui fait bondir les prix de certaines denrées de base, risque d'aggraver cette situation : bien qu'il ne dépende pas directement des marchés russes ou ukrainiens, le Nigeria est loin de l'autosuffisance alimentaire et a notamment acheté 98 % de son blé à l'étranger en 2020-2021.

La pression monte aussi chez les plus aisés. L'arrive désormais que l'électricité soit coupée plusieurs heures par jour dans les quartiers huppés. « L'idée que l'on peut avoir de l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre si on habite dans un lotissement confortable, où les coûts de gestion du générateur sont partagés, est en train d'être battue en brèche », observe l'économiste M. Famoroti. ■

LIZA FABBIAN